

# L'émeute, conséquence

**Octobre 88 avait enfanté un paradoxe : pluralisme politique sur fond de revendication de la démocratie d'un côté et irruption bruyante de l'islamisme politique de l'autre. Janvier 2011 étale dans toute son ampleur une génération de jeunes nés justement entre ces deux dates. Le vacarme des saccages couvrira les motivations profondes de leur révolte, appelées à être interprétées à défaut de revendications clairement exprimées.**

Par Brahim Taouchichet

L'onde de choc des émeutes juvéniles, si elle n'a pas encore révélé tous ses secrets, n'en a pas moins un effet salvateur, dirions-nous, sur une opposition plongée dans la léthargie. Menacée dans sa crédibilité par une guerre d'usure que lui livre un pouvoir en mal d'affirmation de soi, elle se réveille à une réalité qui donne l'impression de la dépasser. Se regardant en chiens de faïence, pouvoir et opposition ont fini par perdre de vue une société traversée par des mouvements de fond, charriant les ingrédients d'une explosion sociale auxquels il ne manquait que l'étincelle. La brusque et drastique augmentation des prix du sucre et de l'huile en sera le détonateur et jettera dans la rue des milliers de jeunes incontrôlables et surprendront pas ailleurs nombre d'observateurs. Fait nouveau, les émeutiers agiront à la tombée de la nuit pour braver les forces de police et profitent de l'obscurité pour commettre vols, saccages des biens publics mais aussi privés, causant ainsi d'importants dommages évalués à plus d'un milliard de dinars, selon un bilan bien au-dessous des pertes réelles dont le recensement est encore en cours. Les cibles des jeunes révoltés présentent un caractère symbolique en ce qu'elles concernent les établissements publics (écoles, centres de santé), institutions administratives et financières (impôts, assurances, APC, daïras).

**Tous ces jeunes sont nés durant la décennie noire, synonyme de peur, de destructions matérielles à grande échelle, de banalisation de la mort et surtout d'impasse et d'absence d'espoir.**

Rien de comparable donc avec les événements d'Octobre 88 quand bien même la colère populaire était – là aussi – à son summum. Janvier 2011, soit 23 ans après la contestation populaire portée par une vague juvénile, contient toujours les mêmes points de revendication en filigrane, paradoxalement dans un contexte économique et politique totalement changé. En effet, au système du parti unique a succédé le pluralisme politique et l'irruption sur la scène publique de la société civile, étouffée jusque-là. C'est

aussi le début de la mise en route du capitalisme appelé pudiquement économie de marché. Censé dans son essence encourager les forces créatrices de richesses par l'ouverture et l'encouragement de l'initiative privée, c'est le «flop» après quelques années d'expérimentation. En fait de capitaines d'industrie, c'est l'affairisme triomphant qui s'impose de tout son poids. Il tuera dans l'œuf les initiatives construites sur les valeurs originelles du capitalisme. Il mettra à profit de façon éhontée et arrogante le «laisser-faire» voulu par l'Etat. Mauvaise stratégie qui mettra au jour un capitalisme sauvage où les plus faibles laisseront leurs rêves et illusions de lendemains meilleurs tant la vie quotidienne se révélera de plus en plus dure.

Le retrait de l'Etat de la protection des citoyens va plonger dans le dénuement les populations fragilisées par le coût de la vie et un pouvoir d'achat laminé par l'inflation et pousser à la paupérisation les couches moyennes. La déferlante islamique fera le reste, c'est-à-dire l'instabilité politique et la précarité permanente. Et c'est dans de telles conditions que va être bâtie l'économie nationale à deux facettes, l'une officielle et l'autre souterraine, ou si vous préférez informelle, qui va s'avérer envahissante. Tapis dans l'ombre du système, ses promoteurs se manifesteront souvent et dans biens des cas en influant sur le cours du marché de biens de large consommation dans le sens bien compris de leurs intérêts. C'est le règne du couple pénurie – spéculation sous le regard impuissant des pouvoirs publics et la grogne des consommateurs. Personne n'est dupe, l'augmentation des prix du sucre et de l'huile s'inscrit dans cette logique et n'est que bis repetita de l'épisode de la pomme de terre, des viandes rouges et... du ciment. L'Etat à fini par abdiquer devant les décideurs de l'ombre ! Il vient de répéter, ce janvier 2011, sa pantalonnade en faisant marche arrière concernant les transactions de plus de 500 000 DA qui devaient se faire par chèque bancaire, virement ou autre procédés légaux afin d'assurer la traçabilité des mouvements

d'argent, l'assainissement des liquidités dans le marché et ainsi traquer le blanchiment d'argent. Mal lui en prit car le mal a déjà pris et il est profond. L'Etat a laissé faire durant trop longtemps et l'on s'interroge sur ses capacités réelles à faire face, dans sa pérennité, aux nouveaux barons de l'informel. La tentation est grande de faire de Cevital un exutoire au problème des prix du sucre et de l'huile. La polémique ministère du Commerce - groupe Rebrab est significative à cet égard. Dans ce cas précis, l'autorité de l'Etat sera mise à rude épreuve. Objet de critique étalée sur la place publique quant au monopole sur ces deux denrées, Issad Rebrab y laissera sans doute des plumes au plan politique, et M. Benbada, le ministre du Commerce, gagnera quant à l'institution qu'il représente, un répit. Mais pour combien de temps ? Les émeutes ont imposé une baisse des prix, elles se posent désormais comme une épée de Damoclès. Les pouvoirs publics savent très bien que la situation demeure en permanence très sensible et que le feu peut repartir au moindre vent de mécontentement.

**Sauf, et c'est là le fond du problème, que les barons de l'informel, appelés en langage marxiste la bourgeoisie compradore, ou les affairistes de «l'import-import» dans l'acception de chez nous, ne font pas de la cohérence de l'Etat de droit leur tasse de café !**

Malgré la casse, la rapine, ils savent qu'ils rentreront dans leurs frais facilement. C'est beaucoup d'argent et les enjeux sont énormes : 8 milliards de dollars que brasse le marché informel selon des études. Ils tirent leurs forces de leurs alliés de l'économie de bazar qui échappent aux lois et à tout contrôle.

Des jeunes par milliers, les exclus de l'école et d'autres moins jeunes vont coloniser les espaces publics dans toutes les agglomérations urbaines. Ils poseront aussi des problèmes de sécurité (vols, agressions, etc.). Face au paysage d'anarchie qu'ils imposent, les pouvoirs publics réagiront par des mesures d'éradication des marchés improvisés qui s'avéreront inappropriées à défaut d'alternative crédible. Les petits marchands rejetés accumuleront rancœurs et griefs. Situation dangereuse que les priver d'une source de revenu vital à maints égards. Les places libérées ne tarderont pas à être jonchées de pneus et de troncs d'arbre en feu. Prévisibles, s'exclameront les observateurs. Durant cinq jours, c'est la revanche des

exclus. Si le commun des citoyens comprend la colère des jeunes, ils ne partagent pas pour autant le vol et la casse. La promptitude des émeutiers à «se servir» à l'occasion nous rappelle au contexte spécifique de la société de consommation qui crée des frustrés en ne profitant pas aux faibles revenus et aux sans emploi. Les cibles des casseurs parlent d'elles-mêmes : concessionnaires automobiles, électroniques. Nous n'avons pas observé des contingents d'émeutiers piller des magasins d'alimentation.

Il est visible que l'Algérie de 2011 n'est pas celle d'Octobre 88, ni les générations qui ont mené la contestation sociale.

**Mais il se trouve qu'il existe une continuité dans la somme de revendications en rapport direct avec les conditions de vie décentes, de liberté, d'espoirs dans un avenir qui donne de raisons d'être.**

On se croirait revenu presque à la case départ ! Ce sont les mêmes grands chantiers laissés en friche. La timide avancée du pluralisme a cédé la place à un paysage plombé au plan de l'expression plurielle. Au plan social, le système économique a fait de l'argent la référence et l'objectif sans qu'il soit prévu des garde-fous moraux qui prémuniraient contre les mauvaises tentations. Oui, l'Etat par incompetence, laxisme, ferme les yeux sur de gros scandales de détournements à répétition. Tant qu'à dire, il n'y a pas seulement les affaires Sonatrach et de l'autoroute Est-Ouest. Le syndrome de la corruption est là dans toute son ampleur, offrant une image hideuse d'un pays livré à des prédateurs de tout acabit qui agissent en toute quiétude. Etat complice, directement ou pas, puisque ce sont ses commis qui sont censés le servir qui le dépouillent, qu'ils soient ministres ou grands décideurs.

**Malheureusement, il ne nous est pas encore donné d'assister à des procès retentissants d'affaires de corruption et de détournement.**

Dieu sait que les tribunaux croulent sous le poids de ce genre de délits. De report en report, le mal s'aggrave. Cela encourage, fait des émules à quelque niveau que ce soit des institutions de l'Etat ou de sociétés nationales. La presse rapporte régulièrement des cas de diverses gravités. On ne s'en émeut plus, c'est devenu courant et donc banal ! Plutôt le vol que le travail ? Une société sans éthique ni morale ? Combien de temps attendront encore pour que l'Etat dans sa

pérennité tranche la tête à ces deux fléaux, frères siamois, que sont les détournements de l'argent public des contribuables – c'est-à-dire vous et moi – et la corruption ? Mais apparemment, c'est à qui va manger l'autre... Les conséquences de ce genre de pratiques sont néfastes dans la mesure où l'impunité développe parfois les mêmes réflexes chez certains qui ne croient plus à la nécessité de dénoncer la corruption mais veulent aussi en profiter !

**La classe politique y compris l'opposition donne l'inquiétante impression d'être disqualifiée quant à lutter contre ces fléaux.**

Bruits et chuchotements au sein de l'Alliance présidentielle. Dans l'opinion publique, les affaires de ces principaux chefs font les choux gras. La crise au FLN fait ressortir les biens mal acquis, notamment par son premier responsable, selon ses contradicteurs. Ni Ahmed Ouyahia, Premier ministre, ni Aboudjerra Soltani n'ont en odeur de sainteté le simple citoyen. Le clou est enfoncé : «Il faut lutter contre les barons de l'économie parallèle qui font subir des dégâts considérables à l'économie nationale et au Trésor public.» (Belkhadem). Son allié du RND, Sedik Chiheb, y va aussi de sa dénonciation des entrepreneurs de «l'import-import». Louisa Hanoune (Parti des travailleurs) et Sidi Saïd (UGTA) pourfendent à l'unisson «les spéculations à l'origine de l'augmentation des prix qui ont provoqué les émeutes des jeunes». Curieusement, personne n'avoue un fait indiscutable, celui d'être pris de court. Dans leur quiétude, les politiques reçoivent la révolte des jeunes comme un coup de fouet. A défaut d'anticiper, ils réagissent un temps après.

**Selon un schéma d'analyse éculé, certains annoncent la nécessité de «l'ouverture de canaux de dialogue» avec les jeunes. Du déjà entendu.**

Bien sûr, chacun pourra arguer de la fermeture du champ d'expression, le travail de sape du pouvoir qui fait tout pour réduire l'influence de l'opposition, susceptible d'être un contre-pouvoir crédible et donc une alternative à l'équipe dirigeante et a fortiori au système en place.

Hormis certaines individualités qui s'adonnent à une sorte de guérilla à l'intérieur de l'Assemblée populaire nationale (APN) qui ne changera guerre la donne, les velléités de beaucoup de représentants de partis se sont émoussées du fait d'avantages «généreusement» octroyés par le pouvoir (salaire de député...).